



# Mauritanie

Rapport annuel des  
Nations Unies 2024



NATIONS UNIES  
MAURITANIE



## Table des matières

Avant-propos.....	2
Équipe de pays en Mauritanie .....	6

<b>Chapitre 1. Développements clés en Mauritanie et contexte régional.....</b>	<b>8</b>
--	----------

<b>Chapitre 2. Soutien du système de développement des Nations Unies aux priorités nationales de développement à travers le Cadre de Coopération.....</b>	<b>10</b>
---	-----------

2.1. Aperçu des résultats du cadre de coopération .....	10
2.2. Priorités, effets et résultats du cadre de coopération.....	14

2.2.1 Croissance inclusive.....	16
2.2.2. Capital humain et services sociaux de base.....	22
2.2.3. Gouvernance .....	28

2.3. Soutien aux partenariats et au financement de l'Agenda 2030 .....	36
--	----

2.4. Résultats du Système des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies .....	40
--	----

2.5. Évaluations et enseignements tirés .....	42
2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources .....	44

<b>Chapitre 3. Les priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour l'année prochaine .....</b>	<b>46</b>
---	-----------

Acronymes .....	50
-----------------	----

Photo de couverture : ©UNICEF

# Avant-propos de la Coordonnatrice Résidente

Au nom de l'Équipe de pays des Nations Unies (UNCT) en République Islamique de Mauritanie, je suis heureuse de présenter le rapport des résultats du cadre de coopération pour la Mauritanie en 2024. Ce rapport marque la première année de mise en œuvre du Cadre de Coopération sur le Développement Durable (CCDD) entre le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Système des Nations Unies (SNU), pour la période 2024-2027, et retrace les programmes et initiatives, les résultats et l'impact du travail conjoint des Nations Unies avec le gouvernement et les autres partenaires pour soutenir la Mauritanie sur la voie de 2030 et l'agenda de la paix.

L'année 2024 a été marquée par les élections présidentielles de juin dont les résultats ont consolidé la position du président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui a remporté un second mandat avec 56,12 % des voix. Le SNU, a fait un plaidoyer pour la tenue d'élections paisibles et s'est mobilisé, à travers les bons offices de l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Par ailleurs, le SNU a appuyé le renforcement du système et des capacités de la commission électorale, la commission audiovisuelle, la société civile inclus les associations de femmes et de jeunes. La Mauritanie a également assumé la Présidence de l'Union Africaine (UA) et l'a représenté lors de réunions et sommets du G20 et du G7. Le SNU en Mauritanie à travers ses contributions propres et celles la Commission Économique en Afrique (CEA), le Département des Affaires Economiques et Sociales (DAES) et le Bureau du Sous-Secrétaire Général a fourni des appuis techniques sur les questions relatives au financement pour le développement, la dette, la réforme des institutions financières internationales et le Pacte pour l'avenir<sup>1</sup> tout le long de la Présidence Mauritanienne à l'UA.

1. <https://www.un.org/fr/summit-of-the-future/pact-for-the-future>

En 2024, le SNU a apporté un soutien continu aux politiques au gouvernement. Le soutien politique et programmatique du SNU a été soutenu par une approche de partenariat avec les autorités locales, la société civile et le secteur privé comme partenaires importants, essentiels pour réaliser les Agenda 2030 et 2063.

Le pays, bien qu'enregistrant des avancées notables dans son parcours de développement et de transition vers un Nexus Humanitaire, Développement et de Paix (HDP), demeure vulnérable face à de nombreux défis. Parmi ceux-ci, la baisse des revenus des industries extractives et de la pêche, un faible capital humain, les impacts du changement climatique, les inégalités persistantes et l'instabilité régionale, se font sentir de manière croissante. Ces facteurs, combinés par une croissance économique plus faible que projetée, malgré une stabilité macroéconomique, sont au cœur des difficultés du pays.

Les catastrophes naturelles, comme celles observées lors des inondations et les flux de réfugiés, exacerbent l'insécurité alimentaire et les systèmes sanitaires, éducatifs et hydrauliques fragilisant davantage la croissance économique. Les inégalités sociales augmentent, et le pays fait face à des défis en matière de résilience face aux événements climatiques. Ces menaces peuvent remettre en cause les acquis du développement et mettre en péril les conditions de vie des populations locales, particulièrement les plus vulnérables, y compris les réfugiés maliens et les migrants.

Au milieu de ces défis, la Mauritanie continue de suivre une voie prometteuse vers la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durables (ODD), de l'Agenda 2063, et de la graduation du statut de Pays les Moins Avancés (PMA).

En 2024, le SNU a fourni une expertise et des conseils techniques pour soutenir le gouvernement dans l'accélération de la mise en œuvre des ODD à travers les six transitions, qui sont : (i) le système alimentaire, (ii) l'accès à l'énergie et son coût abordable, (iii) la connectivité digitale (iv) l'éducation, (v) l'emploi et la protection



**Lila Pieters Yahia**  
Coordonnatrice Résidente  
du Système des Nations Unies en Mauritanie

sociale (vi) le changement climatique, perte de la biodiversité et la pollution. De plus, le SNU a contribué à la soumission et à la présentation de la Revue Volontaire Nationale sur les ODD (VNR), à la préparation au Sommet de l'avenir à travers des consultations (inclus avec les jeunes), à l'organisation d'un premier Forum économique entre la Mauritanie et le Sénégal, à l'établissement d'un index de pauvreté multidimensionnel au niveau régional et national. Conjointement avec le gouvernement, le SNU a facilité des visites de hauts niveaux de partenaires techniques et financiers ainsi que le lancement conjoint du plan de réponse des réfugiés au niveau du pays et à Genève, en Suisse.

## Avant-propos de la Coordonnatrice Résidente



Lors du Sommet du Futur, le Président a présenté ses engagements sur la scène internationale, ce qui marque un fait inédit puisque la Mauritanie a saisi cette tribune pour articuler ses priorités autour des six transitions clés pour accélérer l'atteinte des ODD.

En soutien à la vision du gouvernement, le SNU en Mauritanie a travaillé sur les six domaines de transition en 2024 à savoir : emplois et protection sociale ; systèmes alimentaires ; éducation ; connectivité numérique ; accès et abordable de l'énergie ; changement climatique, perte de biodiversité et pollution. Le cadre de transition s'est avéré opportun pour identifier les voies d'investissements et les points d'entrée transformateurs pour que le SNU s'aligne sur les priorités du gouvernement. Le SNU a affiné ses priorités alors que nous passons à un soutien politique plus intégré, une programmation conjointe renforcée, des interventions à grande échelle et des solutions de financement innovantes.

Les agences basées à Rome ont continué de prêter leur expertise au gouvernement pour mettre en œuvre une approche des systèmes alimentaires, avec les fonds verts et les fonds cataly-

tiques du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) pour favoriser les opportunités de subsistance pour les petits exploitants, accroître l'accès au financement et aux marchés et générer de l'emploi rural.

Pour renforcer les systèmes de réponse aux catastrophes récurrentes, le SNU a aidé à lancer des initiatives sur l'action anticipative et l'alerte précoce pour tous. Avec le Bureau de la Coordonnatrice Résidente (BCR), une équipe inter-agences dédiée travaille avec le gouvernement et les partenaires sur la préparation et la réponse aux événements climatiques lesquelles avanceront en 2025.

Les programmes pour la transition vers l'énergie verte et renouvelable ont été accéléré en 2024 visant à apporter plus d'énergie solaire en Mauritanie en milieu rural et hors réseau. La santé est restée un domaine de travail majeur, le plus important en termes de financement. Dans le cadre du Cadre de Coopération, le SNU a travaillé avec le gouvernement pour plaider en faveur de l'établissement de soins de santé universel pour tous les Mauritaniens, réfugiés et migrants, pour intégrer la politique de santé et la préparation par l'initiative One Health. Le SNU a mis en œuvre des programmes sur l'accès à la justice, construction et réhabilitation d'institutions judiciaires, les droits de l'homme, le renforcement des capacités des institutions nationales sur la lutte contre les menaces terroristes visant les installations d'hydrocarbures, le renforcement de la sécurité maritime et portuaire et la protection des migrants, ainsi que la prévention de la traite.

Dans le cadre de ses efforts de conseil politique, le BCR a joué un rôle central en facilitant le dialogue stratégique entre le gouvernement, la Commission Économique et Sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) et la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et de Développement (CNUCED) sur des questions clés telles que la conversion de la dette en investissement écologique, le commerce électronique et la gestion de la dette, qui sont essentielles pour renforcer la mobilisation des ressources nationales et stimuler une croissance économique inclu-

sive. Parallèlement, le BCR a également soutenu la CESAO dans la coordination avec les agences et la Banque mondiale pour l'établissement d'un indice national de pauvreté multidimensionnelle (IPM), fournissant au gouvernement un outil plus complet pour identifier et traiter les facteurs complexes de la pauvreté. Ce travail contribue à accélérer les investissements en faveur des ODD aux niveaux national et régional, en permettant un ciblage plus précis des interventions et une allocation plus efficace des ressources financières.

Ce ne sont que quelques-uns des points forts des activités du SNU en 2024. Six des agences du SNU qui mettent en œuvre des programmes de développement en Mauritanie dans le cadre du Cadre de Coopération travaillent également pour soutenir le leadership du gouvernement sur la crise des réfugiés et retournés mauritaniens en provenance du Mali. En 2024, 288 000 réfugiés donc 116 000 vivants dans le camp de Mbera et le reste avec les communautés d'accueil dans toute la région du Hodh El Chargui, témoignent de l'importance de la crise. Sur les 82 millions de dollars nécessaires dans le plan de réponse conjoint des réfugiés maliens et retournés mauritaniens, 61 millions de dollars, soit 68 %, ont été collectés. La Mauritanie avec l'appui du SNU a préparé un Plan de réponse 2025 ainsi qu'un programme conjoint de résilience et de développement local. Cependant, les réductions de financement annoncées vers la fin de 2025 vont certainement nécessiter une réduction des rations alimentaires dans le camp de Mbera et hors du camp. Le SNU continuera de travailler pour maintenir l'attention sur la crise et apporter son soutien au gouvernement.

Pour conclure, en 2024, j'ai visité avec certains membres du UNCT, le gouvernement et les partenaires techniques et financiers. Dans les régions de l'Assaba et du Guidimakha, ces visites nous ont permis d'observer l'impact du changement climatique, pendant la période de la soudure et des inondations, sur les populations, surtout les plus vulnérables. Ces visites ont également permis d'échanger avec ces populations et les autorités locales pour renforcer les systèmes d'alertes, renforcer les capacités en prépara-

tion et réponse mais surtout sur les méthodes et les techniques à travers la technologie pour mieux adapter l'agriculture et les systèmes d'eau au changement climatique. On a aussi pu voir comment les fonds pour la Consolidation de la Paix contribuent à renforcer la cohésion sociale entre les différentes communautés mais aussi les rassembler autour de projet tel que celui de la résilience mise en œuvre à travers 129 communautés. Mes collègues du UNCT et moi-même avons également menés de fréquentes visites dans les régions du Hodh el Chargui, le long de la frontière avec le Mali pour observer l'impact sur les populations locales de l'influx de plus de 288 000 réfugiés et observer comment les réfugiés maliens et la population locale vivent et s'entraident mutuellement malgré le décalage de développement entre la région et le reste du pays et l'assistance humanitaire limitée. Lors de mes échanges, j'ai pu constater comment les vies des réfugiés et des retournés mauritaniens en provenance du Mali ont été profondément affectés par la crise au Mali. Enfin, nous avons également menés des visites dans la région de Nouadhibou pour échanger avec les autorités locales et la population sur les défis de la migration mais également saisir les opportunités d'échanger avec les migrants eux-mêmes.

Pour l'année 2024, le Système des Nations Unies a mobilisé un total de 99,019,146 \$ dont 61,490,024 \$ pour la croissance inclusive, 22,967,914 \$ dans le domaine du capital humain et services sociaux de base et 14,561,208 \$ en matière de gouvernance.

Le SNU en Mauritanie se réjouit de collaborer avec le gouvernement pour poursuivre la mise en œuvre de ce cadre tout au long de la période qu'il couvre soit de 2024 à 2027.

Les besoins de développement varient considérablement pour les habitants de ce pays, beau et diversifié, et la vulnérabilité climatique, la marginalisation économique et géographique présentent des défis importants. Dans l'ensemble, le SNU peut rendre compte plus solidement en 2024 de la manière dont il répond aux besoins de développement et au Nexus.

# Équipe de pays en Mauritanie



## 1

## Développements clés en Mauritanie et contexte régional

Le président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, réélu en juin 2024, poursuit un programme axé sur la stabilité nationale, l'unité sociale, la transformation économique et la création d'emploi pour les jeunes et les femmes, l'adaptation aux changements climatiques et le développement du capital humain. La Mauritanie demeure dépendante de son secteur extractif, ce qui la rend vulnérable aux fluctuations des prix des matières premières. Toutefois, des réformes sont en cours pour favoriser la diversification économique. Sur le plan social, la pauvreté, les exclusions et les inégalités de genre, en particulier en milieu rural, incitent le gouvernement à prioriser des réformes visant à améliorer la gouvernance et les infrastructures. Malgré les inégalités, les conditions climatiques extrêmes et le choc de la pandémie de COVID-19 en 2020, la Mauritanie a fait des progrès constants vers l'atteinte des ODD.

Sur le classement de l'Indice de Développement Humain (IDH), la Mauritanie a enregistré d'importants progrès car le pays occupe actuellement la 132<sup>e</sup> position sur 167 pays avec les améliorations les plus notables dans les domaines de la pauvreté, des inégalités et de l'action climatique.

Face au défi de l'inclusion sociale, des politiques plus inclusives sont recommandées, visant à la pleine intégration des populations vulnérables, y compris les femmes, les jeunes, les migrants, les réfugiés, ainsi que les personnes en situation de handicap.

Ces politiques doivent intégrer les dimensions sociales, économiques et politiques en mettant l'accent sur l'accès aux services de base, afin de garantir que personne ne soit laissé pour compte dans le

développement national. Des réformes visant une gouvernance plus transparente, innovante et efficace, ainsi qu'une déconcentration-décentralisation accélérée, garantissant un accès équitable et inclusif aux opportunités, sont essentielles pour renforcer la résilience économique et sociale.

Les dynamiques migratoires et sécuritaires régionales influencent fortement la Mauritanie, qui joue un rôle clé dans la coopération régionale et continentale à travers l'Union Africaine (UA), l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), en faveur de l'intégration économique et de la stabilité régionale.

La Mauritanie devra mobiliser des financements durables pour faire face aux effets du changement climatique qui affectent gravement sa sécurité alimentaire et ses communautés rurales.

Enfin, la Mauritanie se doit de poursuivre l'approche intégrée nécessaire au traitement des défis de dimension multidimensionnelle auxquels elle fait actuellement face en intégrant les priorités du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pour atteindre les ODD d'ici 2030.

# 2

## Soutien du système de développement des Nations Unies aux priorités nationales de développement à travers le Cadre de Coopération

### 2.1 Aperçu des résultats du cadre de coopération

Le Système des Nations Unies a soutenu le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 à travers l'accompagnement des trois priorités stratégiques du CCDD 2024-2027: (i) la Croissance Inclusive, (ii) le Capital Humain et les Services Sociaux de Base et (iii) la Gouvernance. Ces priorités sont pleinement alignées avec les axes stratégiques de la SCAPP 2016-2030, le second plan d'action de la SCAPP, ainsi qu'avec la déclaration politique générale du Gouvernement.

En 2024, le SNU a soutenu le gouvernement de la Mauritanie pour produire son 2e examen national volontaire (VNR), qui évalue les progrès réalisés par le pays dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Le SNU a démontré une grande réactivité face à l'évolution de la situation et des priorités régionales et nationales, en alignant ses plans de travail conjoints sur les stratégies régionales de l'ONU dans la région du Sahel.

Depuis le début du cycle du Cadre de Coopération, plusieurs résultats significatifs ont été obtenus, contribuant à la réduction des risques identifiés dans l'Analyse Commune de Pays (BCP) et aux principes directeurs du Cadre de Coopération. Le SNU agit comme catalyseur pour l'Agenda 2030 avec des impacts multisectoriels mesurables notamment :

- La révision des politiques sociales et inclusives des groupes vulnérables y compris les femmes et les jeunes, les migrants et les réfugiés, ainsi que les personnes handicapées et l'amélioration de l'accès aux services de base, afin de garantir que personne ne soit laissé pour compte dans le développement national.
- Les liens entre les actions en santé et éducation lesquels renforcent aussi l'autonomisation des femmes et la croissance économique.
- L'autonomisation des femmes et leur participation aux décisions locales comme leviers essentiels pour l'atteinte des ODD.



► L'autonomisation économique pour renforcer la participation politique, la croissance économique et la paix sociale.

► La poursuite des partenariats avec le secteur privé pour pérenniser les formations professionnelles et étendre les modèles réussis (coopératives féminines, assurance pastorale, école de la deuxième chance).

► Le renforcement et la pérennisation des systèmes de données incluant les données migratoires lesquelles éclairent les politiques de protection et d'inclusion durables.

► La combinaison de protection sociale, de résilience climatique et d'inclusion économique crée un cercle vertueux pour le développement durable.

► L'approfondissement des partenariats public-privé pour la transition énergétique.



©WFP/Mohamed El Hacene Cheiguer

En 2024, le SNU a su mettre en avant une approche intégrée et multisectorielle avec une tendance forte sur les interventions combinant autonomisation économique, protection sociale et résilience climatique. Par ailleurs, le SNU a pu investir dans l'innovation notamment en utilisant davantage des outils de planification intégrée (MEGC, SCRAPP) pour lier économie, environnement et inclusion. Le SNU a donné la priorité à l'inclusion des groupes vulnérables en combinant les cadres légaux et les actions de terrain. Le SNU a su faire monter en puissance des

solutions climatiques locales avec un focus sur l'adaptation (assurance pastorale, outils de suivi de la transhumance) en lien avec l'économie (projets agropastoraux créant des emplois verts). Le SNU a investi dans la digitalisation des données pour la gouvernance (bases de données géolocalisées, registres sociaux digitaux, suivi numérique des projets en vue d'améliorer la transparence (ODD 16) et le ciblage des politiques. Enfin, le SNU a investi énormément dans le leadership féminin comme levier transversal pour l'atteinte des ODD.

Le SNU a su adapter ses interventions face aux changements imprévus. Par exemple, des ajustements ont été faits pour renforcer la réponse d'urgence en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Par ailleurs, le SNU a initié en 2024 une proposition programmatique conjointe laquelle vise à transformer les communautés ciblées d'une vulnérabilité chronique en une résilience durable en passant de mesures réactives à court terme à un modèle de réduction des risques proactif à long terme. S'appuyant sur les programmes précédents, cette proposition se concentre sur l'autono-

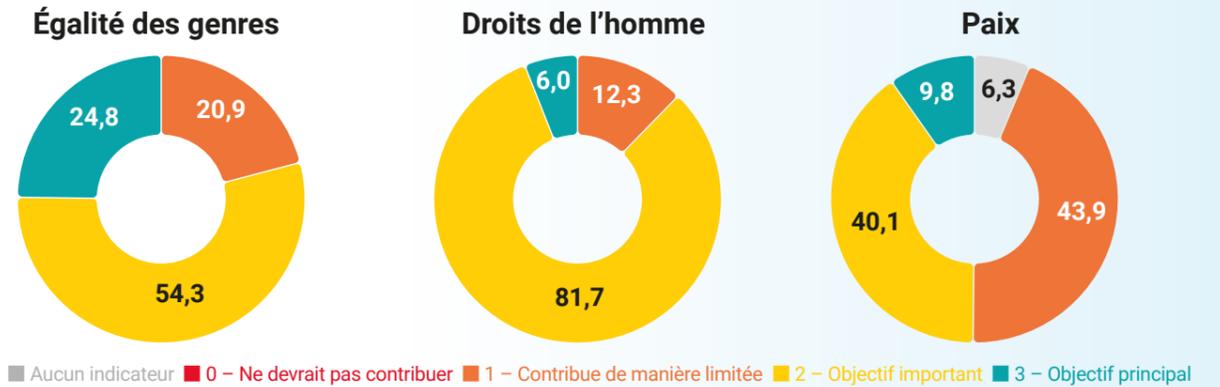
misation des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables grâce à des moyens de subsistance tout en rétablissant les emplois agricoles et pastoraux. Grâce à la transformation numérique, à la promotion des emplois verts et à la protection sociale, elle vise à améliorer la stabilité économique, à favoriser l'inclusion, renforce la gouvernance et la résilience climatique.

Le SNU a également mis en œuvre des initiatives et partenariats globaux, tels que les systèmes alimentaires.

## 2.2 Priorités, effets et résultats du cadre de coopération

Le Système des Nations Unies (SNU) a apporté en 2024 un soutien transversal et coordonné à la Mauritanie dans les domaines du développement inclusif, de la protection sociale, des services sociaux de base, de la gouvernance et de l'autonomisation des femmes et des jeunes. Les interventions ont visé à renforcer les capacités nationales, à réduire les vulnérabilités et à promouvoir un développement équitable et durable dans les zones de convergence.

### Dépenses par indicateur 2024 %

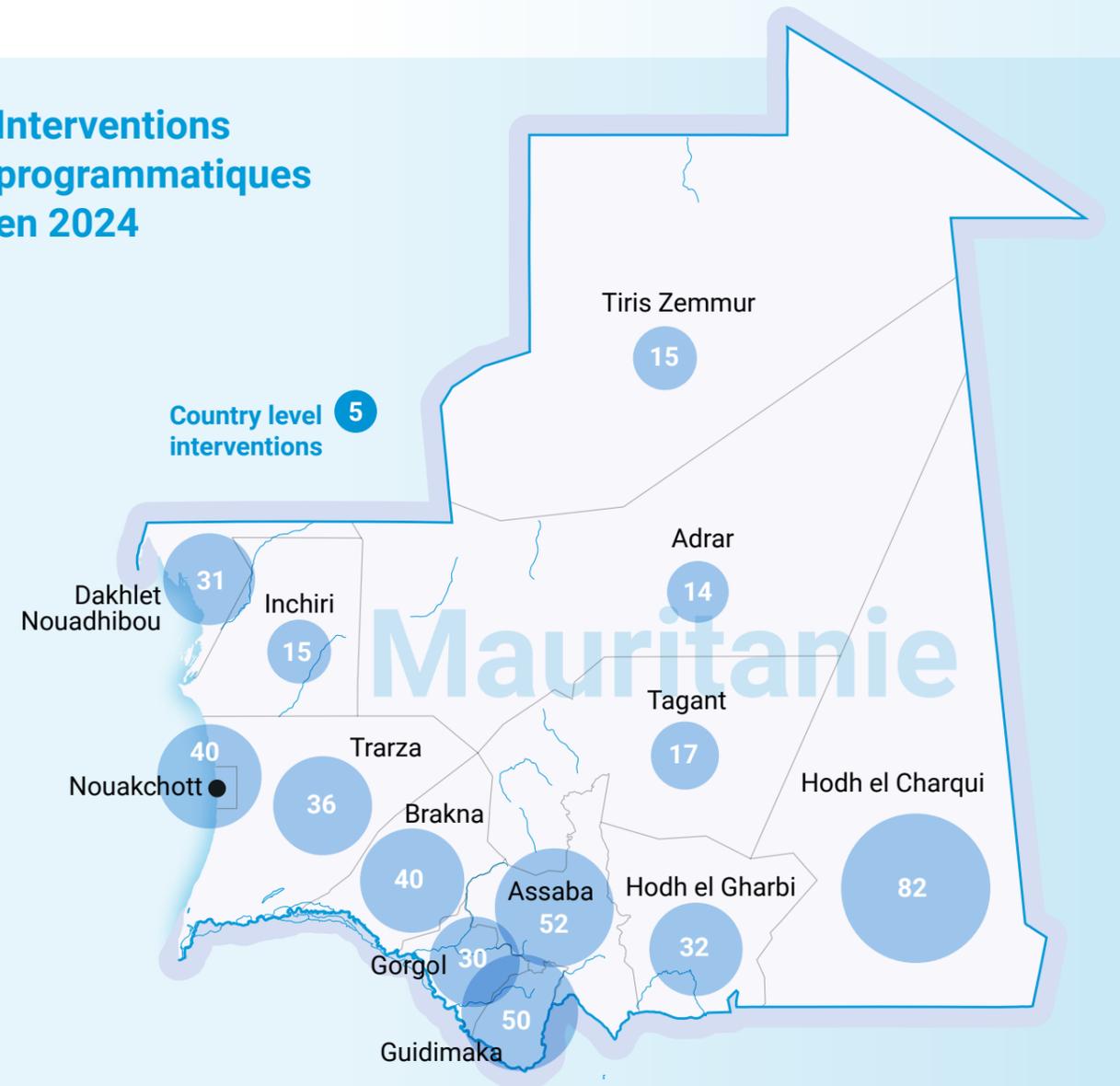


### Contribution aux ODD en 2024 %



Dépenses Totales  
70,5 millions USD

### Interventions programmatiques en 2024



2.2.1

# Croissance inclusive

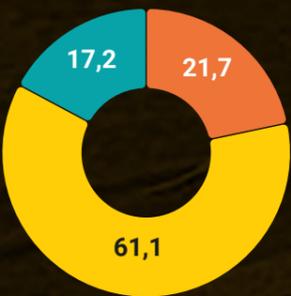
Contribution aux ODD en 2024 %



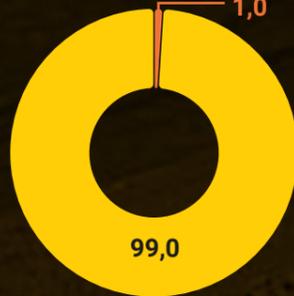
Dépenses Totales 43 millions USD

## Dépenses par indicateur %

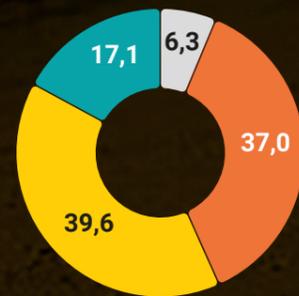
Égalité des genres



Droits de l'homme



Paix



■ Aucun indicateur ■ 0 – Ne devrait pas contribuer ■ 1 – Contribue de manière limitée ■ 2 – Objectif important ■ 3 – Objectif principal



©BCR

# Effet 1

D'ici 2027, la population en Mauritanie, en particulier les plus vulnérables et marginalisés, bénéficie et participe activement à un processus national de développement durable, plus diversifié, plus résilient aux chocs économiques et environnementaux, favorisant la réduction des inégalités.

## Produit 1.1

Les acteurs institutionnels nationaux publics et privés, y compris le secteur informel, les partenaires sociaux et les Organisations de la Société Civile (OSC), disposent des capacités et outils pour le développement des filières économiques inclusives, durables et créatrices d'emplois décents.

### 1. Renforcement des capacités institutionnelles et techniques

Le SNU a renforcé les capacités du laboratoire officiel de protection des végétaux par des formations techniques et des voyages d'étude en France. En partenariat avec la GIZ, il a aussi formé les membres du comité interministériel sur l'hydrogène vert, secteur clé pour la transition énergétique.

### 2. Valorisation agricole et autonomisation des coopératives

Le SNU a soutenu des études de préfaisabilité pour le développement agropastoral à Awkar. D'autre part, il a aussi accompagné 10 coopératives maraîchères de femmes dans le Hodh Chargui, touchant 949 personnes (dont 650 femmes), générant 22 271 kg de fruits et légumes et 10 000 USD de revenus. Les revenus générés ont été épargnés par les bénéficiaires améliorant ainsi l'indépendance des femmes, ou investis pour améliorer le bien-être et les condi-

tions de vie du ménage. Selon l'évaluation finale du projet, la production agricole a augmenté de 75 % par rapport à l'année précédente.

### 3. Inclusion financière et soutien à la micro-entreprise

Le recrutement d'un cabinet international a permis l'élaboration d'une stratégie pour la microfinance et la micro-entreprise inclusive. Une étude sur les chaînes de valeur à M'bera et Hodh El Chargui a identifié des pistes de développement économique local.

### 4. Innovation, urbanisation durable et investissement aligné sur les ODD

Le diagnostic participatif d'une stratégie nationale de l'habitat urbain a été lancé. Une cartographie des financements alignés sur les ODD permettant d'identifier des opportunités pour mobiliser jusqu'à 50 millions de dollars de ressources publiques et privées pour les priorités nationales a été finalisée.

### 5. Planification territoriale et suivi stratégique

Les Stratégies de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCRAPP) des wilayas de Nouadhibou et Nouakchott ont été élaborées et validées. Le SNU a soutenu la présentation de revues nationales/régionales au Forum politique de haut niveau à New York en juillet 2024.

### 6. Production de données et modélisation pour la prise de décision

Un Modèle Économétrique d'Équilibre Général (MEGC) a été élaboré et 30 cadres sectoriels formés (dont plus de 30 % de femmes). L'élaboration, la validation et la publication du Rapport Annuel sur la Mise en Œuvre de la SCAPP 2023 (RAMO) ont permis un suivi transparent et efficace des progrès réalisés.



©FAO

## Produit 1.2

Les capacités du système de protection sociale sont renforcées afin d'assurer la durabilité, l'adéquation des prestations, l'accès des personnes vulnérables et l'adaptabilité du système face aux chocs.

### 1. Révision des politiques sociales et inclusion des groupes vulnérables

Le SNU a soutenu la révision du plan d'action de la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS II) et la mise à jour du Registre Social du Hodh El Chargui, désormais étendu aux réfugiés hors camp. Il a également renforcé les capacités de 54 représentants d'OSC et 16 autorités locales sur l'inclusion des migrants, tout en menant des campagnes de sensibilisation sur le climat et les emplois verts. Par ailleurs, des comités de dialogue intergénérationnel ont été mis en place pour favoriser la cohésion entre réfugiés et communautés hôtes, accompagnés d'un appui financier direct aux populations d'accueil.

En 2024, la Mauritanie a élaboré deux stratégies majeures de politique sociale : la Stratégie nationale de protection sociale II (2025-2034) et la Stratégie nationale pour l'inclusion et la promotion des droits des personnes handicapées (2025-2034) avec l'appui du SNU. Ces stratégies marquent un progrès

substantiel vers un système de protection sociale plus inclusif, en particulier pour les personnes handicapées. De plus, en décembre 2024, avec le soutien du SNU, le ministre mauritanien de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Famille (MASEF) a lancé la dixième phase d'un programme de transferts monétaires à Nouakchott, au profit de 12 000 familles de personnes handicapées. Cette initiative vise à améliorer les conditions de vie des groupes vulnérables et à promouvoir l'égalité et l'inclusion.

### 2. Énergies renouvelables et accès à l'électricité en milieu rural

Le SNU a soutenu la mise en place et l'opérationnalisation de la cellule pour la promotion des énergies renouvelables et de l'électrification rurale. Quatre ressources humaines, du matériel informatique, et des formations techniques ont été fournis pour renforcer les capacités gouvernementales.

### 3. Sécurité alimentaire et nutrition

Plus de 140 000 réfugiés et communautés hôtes ont reçu une aide alimentaire. Plus de 52 000 élèves ont bénéficié de deux repas chauds par jour, et 29 000 enfants de moins de 5 ans/femmes enceintes ont été pris en charge pour malnutrition aiguë modérée. Les dépistages de malnutrition ont touché 73 624 enfants dans les régions du Hodh El Chargui, Guidimakha et Assaba, montrant une amélioration par rapport à 2023. À Kankossa, 26 984 personnes (3 094 ménages vulnérables) ont reçu une aide pendant la période de soudure.



## Produit 1.3

Les institutions nationales, les partenaires sociaux, la société civile et les communautés vulnérables sont dotées de capacités de résilience pour faire face aux chocs multiples, notamment aux effets du changement climatique et aux risques de conflits.

### 1. Renforcement des capacités locales

Le SNU a renforcé les capacités techniques et opérationnelles des communes rurales du Hodh El Chargui, du Guidimakha et de l'Assaba, contribuant à l'amélioration des systèmes d'information locaux et à l'élaboration de plans de développement. Ces efforts ont permis de consolider la résilience des ménages et des communautés face aux chocs.

### 2. Outils de gestion des risques et systèmes d'alerte précoce

Un outil de suivi de la transhumance, incluant des sentinelles et une cartographie dynamique, a permis de traiter 47 % des alertes. Le plan de contingence du Guidimakha a été révisé, améliorant ainsi le système d'alerte précoce et la capacité de réponse face aux risques. Une base de données nationale multirisque a été mise en place, permettant une planification plus efficace.

### 3. Résilience climatique et protection des ressources

Des stratégies en biodiversité, réduction des risques et résilience urbaine ont été soutenues. La macro-assurance contre la sécheresse pastorale a été renouvelée (100 000 bénéficiaires).

### 4. Accès à l'eau et à l'énergie

Trois puits maraîchers et dix mares ont été construits bénéficiant à environ 12,649 dans les régions du Guidimakha et du Hodh Chargui. Neuf localités ont reçu des mini-réseaux solaires, et 23 132 personnes ont bénéficié de nouveaux systèmes d'eau dans le Hodh El Chargui ; 1 847 personnes en Assaba et Guidimakha ont également été desservies. De plus, le SNU a accru l'accès des populations et du bétail à l'eau en quantité et en qualité dans la Moughataa de Bassikounou. Aussi, le SNU a amélioré les systèmes d'approvisionnement en eau potable pour 26 179 personnes dans 25 loca-

lités, notamment en contrôlant et en renforçant le premier système entièrement alimenté par l'énergie solaire pour le traitement de l'eau salée. Ces efforts visent à atténuer les effets de la variabilité du climat et à améliorer la production durable d'eau.

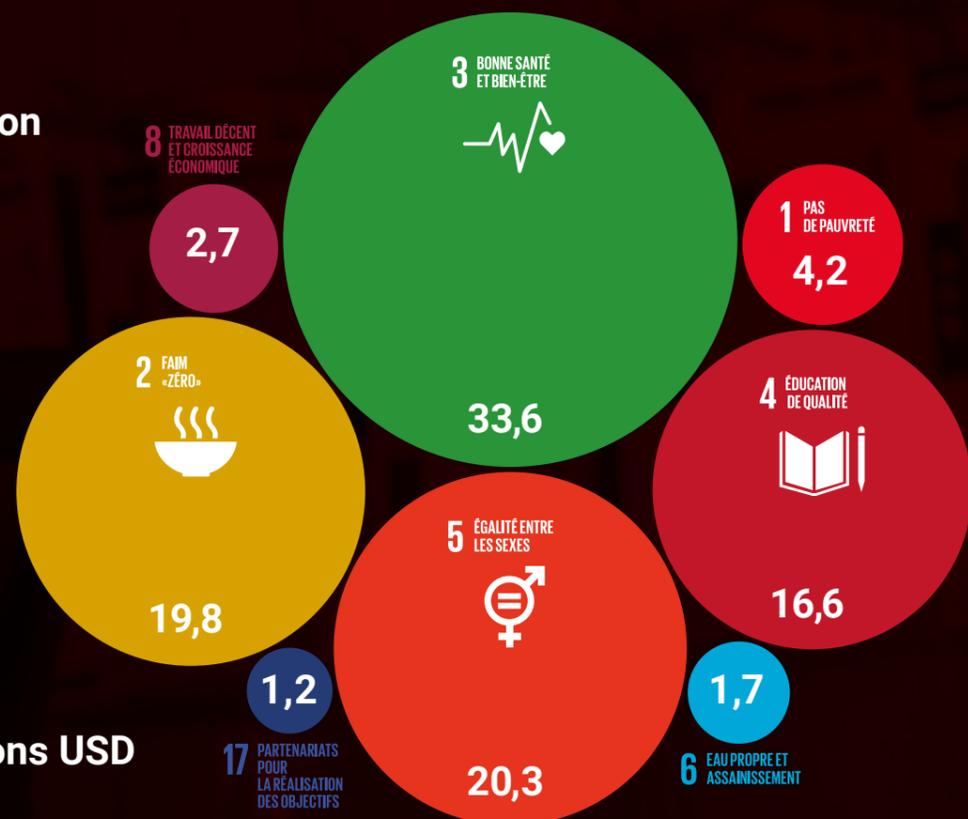
### 5. Sécurité nutritionnelle et agriculture communautaire

Plus de 1 700 hectares de terres ont été réhabilités. Des infrastructures hydrauliques ont été construites/réhabilitées. Dans le cadre de la collaboration entre le PAM et l'UNICEF, 12,5 hectares de jardins potagers et sept nouveaux jardins scolaires ont été créés, bénéficiant à environ 7 206 enfants permettant ainsi aux écoles primaires de bénéficier de repas plus diversifiés et d'une plus grande diversité alimentaire. 1 888 petits exploitants (dont 804 femmes) ont participé à des sessions de renforcement des capacités en techniques agricoles.

2.2.2

# Capital humain et services sociaux de base

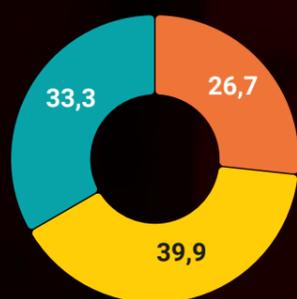
Contribution aux ODD en 2024 %



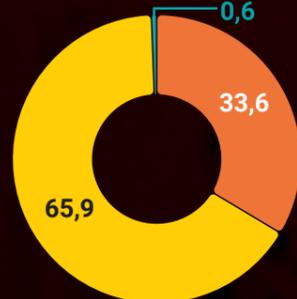
Dépenses Totales 19,4 millions USD

## Dépenses par indicateur %

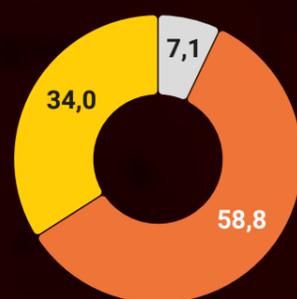
Égalité des genres



Droits de l'homme



Paix



■ Aucun indicateur ■ 0 - Ne devrait pas contribuer ■ 1 - Contribue de manière limitée ■ 2 - Objectif important ■ 3 - Objectif principal



©UNHCR/OMAR DOUKALI

## Effet 2

D'ici 2027, la population en Mauritanie, en particulier les populations vulnérables, accède aux services de base de qualité, inclusifs et durables.



### Produit 2.1

Les ressources humaines, les institutions en charge des services sociaux de base et les OSC disposent des compétences techniques, des capacités opérationnelles et des aptitudes nécessaires pour assurer des services inclusifs et de qualité.

#### 1. Renforcement du système de santé et campagnes de vaccination

Le SNU a élaboré plusieurs documents stratégiques nationaux (politique nutrition 2035, plan stratégique nutrition 2024–2030, plan d'action 2024–2027, stratégie nationale de vaccination). Il a formé 416

acteurs de santé, organisé 3 campagnes de vaccination atteignant 817 972 enfants contre la rougeole/rubéole (99,7 % de la cible), dépassé les objectifs pour la poliomyélite (110,5 % et 104,86 %), et relancé la vaccination HPV. 372 397 enfants de 6–59 mois ont été dépistés pour la malnutrition ; 23 928 enfants ont été pris en charge pour malnutrition aiguë sévère.

#### 2. Santé reproductive, VIH et préparation aux urgences

Une campagne nationale de planification familiale a été menée. Près de 10 tonnes de médicaments, kits d'hygiène et intrants PCI ont été livrés à Bas-sikounou pour renforcer la réponse d'urgence. Des indicateurs VIH ont été harmonisés via un manuel de collecte et d'analyse; 15 points focaux ont été formés au niveau des Wilayas, et 38 OSC ont été renforcées avec des formations et du matériel de bureau. De manière générale, le SNU a amélioré la qualité de la formation en santé reproductive via des équipements de simulation pédagogique dans deux écoles régionales de santé.



©UNHCR/XAVIER BOURGOIS

### Produit 2.2

Les écoles de formation technique et professionnelle ainsi que les centres de perfectionnement proposent des formations initiales et continues de qualité, adaptées aux besoins du marché du travail, y compris les secteurs sociaux et les métiers liés à l'environnement.

#### 1. Réintégration des enfants dans le système éducatif

3 459 enfants de 9 à 14 ans (1 556 filles) ont été insérés dans le système scolaire. 6 064 enfants (dont 3 015 filles) ont bénéficié de cours de soutien dans les régions du Guidimakha, Hodh El Chargui et Assaba. Un plan sectoriel et un plan d'action triennal pour le développement de l'éducation et de la formation ont été élaborés, et le PNDSE III a été révisé à travers des ateliers nationaux.

#### 2. Éducation alternative et soutien aux enfants hors système

Le SNU a apporté un appui technique à l'identification d'un projet pilote en faveur des enfants et adolescents hors système scolaire (projet EADE d'école de seconde chance). Un plan d'action pour l'inclusion des enfants en situation de handicap a été élaboré, avec une offre pilote de formation formelle et non formelle. Par ailleurs, 100 enfants migrants (58 garçons, 42 filles) ont été réinsérés à l'école via un programme de familles d'accueil à Nouakchott et Nouadhibou.

### Produit 2.3

Les jeunes en dehors du système éducatif, en particulier les filles, bénéficient de formations alternatives (non formelles), innovantes et adaptées aux besoins du marché du travail.

#### 1. Formation à l'entrepreneuriat

Le SNU a conçu et mis à disposition un module de formation complet en entrepreneuriat, couvrant les aspects clés de la création et de la gestion d'entreprise. 112 formateurs ont été formés et certifiés à Nouakchott, l'Assaba, Hodh El Chargui et Guidimakha. Enfin, un projet d'appui à 117 AGR a été lancé dans le camp de M'bera et le Hodh El Chargui, avec des formations en éducation financière et gestion pour 10 bénéficiaires.

#### 2. Sensibilisation des jeunes et insertion locale

Le SNU a facilité l'insertion socio-économique des jeunes en dehors du système éducatif, en renforçant leur participation à la vie économique locale en tant qu'acteurs de changement. À travers des consultations préparatoires menées avec 64 jeunes, dont 29 femmes, des données clés sur ont été collectées sur leurs canaux de communication principaux et perspectives sur l'accès à l'emploi et la migration pour développer des campagnes de sensibilisation adaptées qui seront lancées en 2025 afin d'améliorer l'accès aux informations favorisant l'intégration des jeunes au marché du travail.

## Effet 3

D'ici 2027, les jeunes filles et les femmes sont plus autonomes, résilientes et en mesure de participer activement aux dialogues et aux processus décisionnels à tous les niveaux du développement national.

### Produit 3.1

Les jeunes filles et les femmes bénéficient d'un environnement propice à leur participation au dialogue inclusif, intergénérationnel et à la prise de décision.

#### 1. Autonomisation économique des femmes

Le SNU a formé 50 jeunes, principalement des filles et des femmes, sur le module GERME (Gérer Mieux Votre Entreprise), renforçant ainsi leurs compétences entrepreneuriales et leur capacité à gérer des entreprises. Le SNU a mis fourni plusieurs appuis de la formation, aux AGR, au plaidoyer et la sensibilisation lesquels ont eu pour résultats de faciliter de l'insertion socio-économique et promouvoir la participation aux sphères décisionnelles des femmes et des jeunes.

#### 2. Prévention des Violences basées sur le genre (VBG) et des Mutilations Génitales Féminines (MGF)

Des réseaux de femmes journalistes, blogueurs, influenceurs, acteurs d'alerte et champions de la paix ont été formés pour lutter contre les discours haineux et promouvoir l'adhésion des hommes à la lutte contre les perceptions et pratiques préjudiciables au statut de la femme. 23 388 personnes, dont 15 849 enfants (10 402 filles), ont été mobilisées contre les mutilations génitales féminines (MGF) et les mariages d'enfants par le biais de diverses plateformes d'engagement communautaire, telles que les systèmes de protection communautaire, les groupes de femmes enceintes et allaitantes, et les écoles. 148 déclarations d'abandon des MGF ont été enregistrées, témoignant ainsi de l'engagement communautaire et la réussite des campagnes de sensibilisation menées par le SNU pour sensibiliser aux droits des femmes.

## Produit 3.2

Les jeunes filles et les femmes ont les capacités et les aptitudes nécessaires pour influencer les décisions et transformer les normes sociales qui freinent leur autonomisation.

#### 1. Plaidoyer pour les droits des femmes et mobilisation communautaire

Le SNU a mobilisé des acteurs locaux, des leaders communautaires et des jeunes pour sensibiliser aux droits des femmes et à leur rôle dans la gouvernance. Une rencontre de haut niveau avec le MASEF et l'ONDDF a permis de lancer un guide religieux sur la place des femmes dans la société, visant à promouvoir une vision inclusive des rôles sociaux des femmes.

#### 2. Formation au leadership et inclusion des femmes dans les instances locales

Plus de 300 filles et femmes ont été formées en leadership, plaidoyer et négociation, et des campagnes de plaidoyer ont été menées dans les wilayas de Nouakchott, Brakna et Nouadhibou. De plus, 103 femmes (62 % des membres) ont été nommées dans les comités villageois du Hodh Chargui et du Guidimackha, et formées sur des thématiques clés (foncier, criminalité, gouvernance locale, etc.). Ceci témoigne de l'amélioration de la place de la femme dans la vie associative, la gestion des conflits, la gestion des catastrophes, la gouvernance foncière et sur la prévention de criminalités transfrontalières.



2.2.3

# Gouvernance

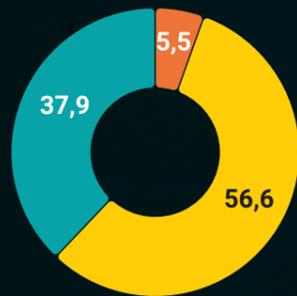
Contribution aux ODD en 2024 %



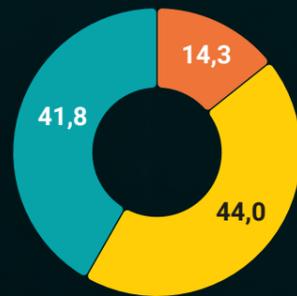
Dépenses Totales 8,1 millions USD

## Dépenses par indicateur %

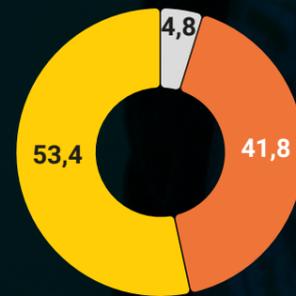
Égalité des genres



Droits de l'homme



Paix



■ Aucun indicateur ■ 0 - Ne devrait pas contribuer ■ 1 - Contribue de manière limitée ■ 2 - Objectif important ■ 3 - Objectif principal



## Effet 4

D'ici 2027, la population en Mauritanie, particulièrement les personnes les plus vulnérables, jouit pleinement de ses droits dans un cadre sûr, paisible et respectueux de l'environnement.

### Produit 4.1

Les institutions nationales et les collectivités territoriales disposent des capacités en matière de planification, de coordination, d'analyse prospective, de gestion des risques et fragilités, et d'évaluation basées sur des données probantes et sensibles aux droits humains.

#### 1. Droits des réfugiés, migrants et détenus

39 000 réfugiés ont été enrôlés par l'ANRPTS, et 441 actes de naissance délivrés à des enfants réfugiés nés en Mauritanie. Sous le lead de l'ANSADE, le SNU a soutenu la collecte de données sur les profils des migrants à Chami et les retournés du Hodh Chargui a permis d'approfondir la compréhension des profils des migrants et des retournés afin de mieux orienter les politiques publiques, soutenir les autorités locales pour répondre aux besoins humanitaires et coordonner des interventions d'urgence. 25 femmes détenues ont été libérées, 100 détenus et 150 membres d'OSC sensibilisés aux droits, et 1 558 réfugiés ont reçu une assistance légale appropriée leur permettant de jouir pleinement de leur droit et ont bénéficié d'opportunité d'insertion dans la société.

#### 2. Lutte contre la traite des personnes

Le Plan d'Action National de Lutte contre la Traite des Personnes (PANLTP) a été révisé et validé, et identifie des actions concrètes qui permet-

tront de renforcer la mise en œuvre des dispositions d'identification et de protection des victimes de traite prévues par la loi 2020-017. Ces efforts ont permis de maintenir la Mauritanie au niveau 2 dans le rapport annuel sur la traite des personnes du Bureau de surveillance et de lutte contre la traite des personnes du Département d'État américain en 2024. 120 acteurs (autorités judiciaires, forces de l'ordre, société civile) ont été formés sur les lois anti-traite et le trafic de migrants leur permettant de mieux assimiler les législations relatives à la lutte contre la traite des personnes et renforçant ainsi leurs capacités à jouer leur rôle essentiel dans la protection et l'assistance des victimes. 86 agents du Centre de Protection Insertion Sociale des Enfants ont été formés à l'enregistrement et au suivi des enfants à risque ou victimes de traite ont permis de renforcer la capacité du système nationale de protection de l'enfance à identifier, et prendre en charge les enfants vulnérables améliorant ainsi leur protection.



©UNHCR/OMAR DOUKALI

#### 3. Renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles

Le SNU a formé 853 professionnels du système de protection de l'enfance et 335 membres de structures communautaires aux standards de protection, tout en sensibilisant 179 leaders traditionnels et religieux à ces enjeux. Il a également appuyé l'équipement de points d'entrée frontaliers avec le système Obour et déployé une assistance technique auprès de l'Unité de coordination de la mise en œuvre (CCMR/DCAN), afin d'améliorer la réponse interinstitutionnelle, notamment durant la période de soudure.

#### 4. Décentralisation et développement local

60 acteurs de la décentralisation, dont des Secrétaires Généraux des Régions et des communes, ont été formés sur des thématiques clés telles que la planification, l'intégration du genre, et la gestion finan-

cière. Un cadre de concertation et de coordination des partenaires de la décentralisation, dénommé Groupe Thématique Décentralisation et Développement local (GTDL). Le SNU a également appuyé l'organisation de la Table Ronde pour le financement du Programme d'Investissement Public (PIP) de la Stratégie de Croissance Régionale Accélérée et de Prospérité Partagée (SCRAPP) de la région de Trarza.

#### 5. Numérisation des services et gestion des données publiques

Le SNU a mobilisé un appui technique majeur pour l'ANSADE dans la collecte et l'analyse des données du RGPH 2023. Deux bases de données géolocalisées ont été créées au Guidimakha et au Hodh El Chargui. Le registre social a été digitalisé et des outils de paiement numérique ont été mis en œuvre pour améliorer l'efficacité des services de l'Etat civil.

## Produit 4.2

Les institutions nationales et les collectivités territoriales disposent de capacités techniques et opérationnelles, ainsi que de mécanismes participatifs pour délivrer des services publics de qualité, de proximité, transparents et équitables, dans une perspective de durabilité environnementale et de respect des droits humains.



©PNUD

### 1. Éducation supérieure et innovation

Le SNU a mobilisé un investissement de plus d'1 million USD et l'expertise nécessaire pour la mise en place d'un UNIPOD à l'Université de Nouakchott. Cela a permis la création d'un environnement et un espace d'expérimentation et d'apprentissage accéléré d'innovation pour les jeunes pour leur permettre de saisir les opportunités offertes par l'ère du numérique. Les interventions directes du programme ont résulté en la production d'une stratégie nationale d'Intelligence Artificielle et son plan d'action et la mise en place d'un Master en Intelligence Artificielle au niveau de l'Université de Nouakchott. Le programme, en partenariat avec le Ministère du Numérique, a développé un programme d'appui à la numérisation et modernisation de l'administration publique qui permettra de développer les services en lignes pour l'accès aux services publics. Le SNU a également permis de la numérisation de la chaîne pénale au niveau des tribunaux de Nouakchott-ouest et le développement du casier judiciaire biométrique. En parallèle, des formations au e-commerce ont été dispensées à des femmes entrepreneures afin de renforcer leurs compétences numériques et leur inclusion dans l'économie digitale.

### 2. Lutte contre la corruption

Deux sessions de formation ont été menées avec 22 participants de la Direction Générale des Douanes pour réaliser une analyse de la corruption et cartographier les risques dans les régions du Trarza, Brakna, Guidimakha et Gorgol.

Le SNU en Mauritanie a soutenu des initiatives stratégiques visant à renforcer la gouvernance, la transparence et la participation citoyenne dans le secteur minier, contribuant ainsi aux ODD et aux priorités nationales. Ainsi, un site web dédié à la transparence des transactions minières a été lancé, offrant un accès public à des informations essentielles telles que les contrats, les paiements, et les impacts sociaux et environnementaux des projets. Cet outil a été utilisé par 15 organisations de la société civile (OSC) pour conduire des analyses et des plaidoyers, augmentant de 30 % la diffusion d'informations fiables. Création d'un réseau de journalistes présidé par une femme, pour sensibiliser les communautés locales et promouvoir les droits des citoyens. Ce réseau a produit 25 reportages sur les pratiques minières responsables, touchant une audience estimée à 500 000 personnes. L'acquisition des équipements infor-

matiques et organisation des formations ciblées pour permettre aux OSC œuvrant dans le champ de la transparence pour mieux exploiter les outils numériques et de mener des enquêtes approfondies sur les activités minières. En conséquence, 10 rapports d'enquête ont été publiés par les OSC, favorisant un dialogue constructif avec les acteurs miniers. Le cadre juridique et réglementaire des industries extractives a été revu pour encourager la participation citoyenne et renforcer le rôle des OSC. Des ateliers ont rassemblé 292 participants, dont 142 femmes, permettant de développer des compétences en analyse financière, gouvernance, plaidoyer et responsabilité sociale des entreprises (RSE). Ces formations ont été à l'origine de 4 plaidoyers déposés auprès des décideurs pour améliorer la transparence. Grâce à l'appui du SNU, la Mauritanie dispose d'une stratégie révisée de lutte contre la corruption assortie d'un plan d'actions.

### 3. Droits humains, justice et réforme judiciaire

Le SNU a renforcé l'accès à la justice en formant 37 personnes à l'identification, l'analyse et la documentation des violations des droits humains. Grâce à une

clinique juridique mobile et à l'action du réseau des Mouchidates, plus de 5 000 personnes ont pu bénéficier d'une assistance juridique de proximité. En outre, le SNU, en collaboration avec le ministère de la Justice, a formé les 114 mouslihs des wilayas du Trarza, Brakna, Gorgol et Guidimagha en matière de genre et justice juvénile ce qui a permis de renforcer leur rôle dans la consolidation de la paix sociale et du vivre-ensemble en Mauritanie. Par ailleurs, la mise en œuvre du casier judiciaire biométrique à l'échelle nationale et l'instauration d'un quota de 20 % de femmes dans les concours d'entrée au barreau ont contribué à moderniser le système judiciaire tout en promouvant l'égalité des genres dans la profession. Enfin, la construction du tribunal de Moughataa de Boutilimit renforce l'État de droit et soutient le processus de réforme du système judiciaire en promouvant une justice accessible et proche des citoyens, notamment pour les populations vulnérables.

11,750 enfants victimes de violence, d'exploitation, de maltraitance ou de négligence ont bénéficié de services de protection, incluant 6,220 filles et 243 enfants en situation de handicap.

# Produit 4.3

Les communautés ciblées accèdent à des mécanismes de redevabilité et de participation inclusive à l'action publique, ainsi qu'à la prévention et à la gestion des conflits communautaires et environnementaux, dans une perspective de sécurité humaine.



## 1. Prévention et gestion des conflits

Le SNU a également renforcé la sensibilisation communautaire à travers des actions ciblées notamment la mise en place de conseils communaux de la jeunesse et la diffusion de guides multilingues auprès de divers publics améliorant les compétences des comités villageois en gestion des conflits et gouvernance foncière. Le réseau des Mourchidates a été mobilisé pour prévenir les violences sexuelles, la radicalisation, les troubles mentaux et la consommation de stupéfiants, contribuant à une meilleure prise en charge au niveau local.

Deux systèmes d'alerte précoce ont été mis en place dans le Hodh El Chargui et au Guidimakha pour suivre les transhumances et risques climatiques pour prévenir des conflits potentiels grâce à une cartographie dynamique et des interventions précoces et améliorer la préparation des communautés face aux risques de catastrophes. Les rapports d'alertes permettent à la DGSC, ainsi qu'au ministère de l'élevage et de l'agriculture d'orienter leurs politiques publiques selon les données collectées. Les 40 comités villageois mis en place au Guidimakha, ont pu résoudre en 70 conflits au niveau communautaire entre agriculteurs et éleveurs en 2024 soit un taux de résolution de 80,5%. Ainsi la mise en place de ces comités a également contribué à une diminution des conflits reflétée dans l'augmentation du sentiment de sécurité dans leur localité de résidence passant de 73% à 53% avant leur mise en place.

## 2. Engagement citoyen, gouvernance électorale et participation électorale

La mise en place d'une veille électorale a permis de vérifier la participation des femmes et de contrer la désinformation. Le nombre d'inscrits sur les listes électorales a atteint 1 939 342 personnes (40 % de la population, dont 53 % de femmes), avec 8 % de nouveaux électeurs âgés de 18 à 20 ans. L'opportunité de vote pour la première fois à au moins 8 % des inscrits, âgés de 18 à 20 ans, votent pour la première fois, ce qui a contribué à la création et dynamisation de conseils communaux de jeunesse dans communes.

Le SNU a appuyé la campagne d'enregistrement à l'état civil, facilitant ainsi l'accès au droit de vote pour un plus grand nombre de personnes. À titre d'exemple, la Coordinatrice résidente s'est jointe à la caravane de sensibilisation sur l'état civil organisée par la Commission nationale des droits de l'homme à Nouadhibou (Wilaya de Dakhlet Nouadhibou) en août 2023. Cette visite lui a permis d'évaluer l'avancement de la campagne et d'identifier des opportunités de collaboration entre l'ONU et les autorités locales dans ce domaine. Elle a également mené un plaidoyer vigoureux pour la prolongation de la campagne, initialement prévue jusqu'au 31 décembre 2023. Grâce à ses efforts, celle-ci a été étendue de 45 jours, prenant fin le 15 février 2024. En parallèle, le BCR a assuré un suivi rapproché de la campagne avec l'Agence Nationale du Registre de la Population et des Titres Sécurisés (ANRPTS), notamment sur les questions sécuritaires liées aux flux migratoires dans le cadre de l'enregistrement civil.

Un soutien a également été apporté au réseau parlementaire des femmes et à l'Unité Genre de la commission électorale a renforcé l'éducation civique et amélioré la couverture médiatique des élections. Par ailleurs, la création d'un centre des opérations électorales, associée à un suivi numérique des matériels électoraux et au renforcement des capacités des responsables électoraux, a contribué à une gestion plus agile et réactive des élections.

Enfin, la collaboration entre le SNU, la CENI, le Conseil constitutionnel et la société civile a été essentielle pour l'organisation d'élections présidentielles inclusives et paisibles. Grâce à ce partenariat, 400 membres de la commission électorale, 70 magistrats du Conseil constitutionnel et 130 organisations de la société civile ont bénéficié de formations ciblées. Par ailleurs, environ 13 000 guides de formation ont été produits pour les agents électoraux, facilitant ainsi la gestion des bureaux de vote. Cette synergie a permis à de nombreux bureaux de vote à Nouakchott et dans les régions de respecter les normes et de mener le processus électoral de manière plus efficace et efficiente.

## 3. Lutte contre les discours haineux et la désinformation

Dans le cadre de la prévention des conflits et de la lutte contre l'extrémisme violent, le SNU a réalisé une étude de référence sur les discours haineux chez les jeunes dans trois régions les wilayas du Brakna, du Trarza et du Gorgol. Cette étude a permis d'identifier les causes profondes des discours haineux et de proposer des recommandations concrètes

pour les contrer. Le SNU a également renforcé les capacités techniques de 3 000 jeunes à travers le développement de discours alternatifs promouvant la tolérance et l'inclusion. Ces jeunes, issus des réseaux locaux, ont bénéficié des ressources offertes par quatre centres d'écoute des jeunes, équipés grâce à l'appui technique et financier du SNU. Des formations qui ont touché 1500 jeunes filles et 1 500 jeunes garçons, sur la participation civique, les droits humains en contexte électoral, la prise de parole en public et les stratégies de campagne électorale ce qui a permis de renforcer la résilience des jeunes face aux discours haineux et à l'extrémisme violent. Cela a permis de poser les bases d'une participation citoyenne accrue et de renforcer les capacités des jeunes en tant qu'acteurs du changement pour une société inclusive et pacifique.

Grâce au soutien du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, le SNU, des résultats concrets ont été obtenus en matière d'inclusion des questions de genre et de jeunesse dans le discours politique et de lutte contre les discours de haine. Dans la lutte contre les discours de haine en ligne, la mise en place de réseau d'alerte précoce avec des blogueurs et des journalistes à Aleg, Rosso et Kaédi à renforcer la capacité de la société civile à détecter et analyser les messages haineux parmi les candidats électoraux, les partis et les activistes. À travers les activités de sensibilisation et de collaboration avec la société civile, les efforts du SNU ont également consisté à soutenir les journalistes femmes comme vecteurs d'un discours constructif sur l'unité nationale et la paix, permettant ainsi à renforcer la capacité de la société civile à contrer la désinformation et la violence basée sur le genre pendant la campagne électorale.

De même, des sessions de formation ciblées ont été organisées pour le personnel des forces de l'ordre du Groupement Spécial de Maintien de l'Ordre (GSMO) et du groupement de gendarmerie dans les régions de Nouakchott, Nouadhibou et Kaédi. Ces formations ont permis aux forces de sécurité intérieure d'acquérir des compétences pratiques et essentielles pour garantir un maintien de l'ordre et une sécurité efficace pendant les périodes électorales, tout en veillant à respecter les normes du droit international des droits de l'homme. Ces initiatives ont non seulement renforcé la sécurité mais ont également favorisé un climat électoral plus inclusif et respectueux des droits fondamentaux.

## 2.3 Soutien aux partenariats et au financement de l'Agenda 2030



©UNHCR/OMAR DOUKALI

► En 2024, la Commission Économique et Sociale pour l'Asie occidentale (ESCWA) a collaboré avec le Bureau du coordonnateur résident des Nations unies (BCR) de Mauritanie sur deux initiatives clés, produisant des résultats prometteurs dans l'élaboration de stratégies d'optimisation de la dette et de programmes de conversion de la dette liée au climat et aux ODD. Cette coopération a jeté les bases d'un engagement continu en 2025.

► Dans le cadre de ces efforts, ESCWA, en partenariat avec la CNUCED, le Ministère des Finances et la Banque centrale de Mauritanie, a organisé un atelier national en septembre 2024 sur l'élaboration de stratégies d'optimisation de la dette pour améliorer la marge de manœuvre budgétaire. Les participants, dont des hauts fonctionnaires, ont souligné l'importance de renforcer les stratégies de gestion de la dette et d'améliorer la qualité des données. L'ESCWA a également mené des discussions bilatérales avec plusieurs ministères afin de mettre en place un groupe de travail intersectoriel

chargé d'explorer les possibilités d'un programme d'échange de créances sur le climat et les ODD. L'initiative vise à réduire le fardeau de la dette, améliorer le financement climatique et accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de l'Agenda 2030. Le BCR a réaffirmé son appui à cette initiative.

► En 2024, ESCWA a soutenu le gouvernement mauritanien dans l'utilisation de l'Indice national de pauvreté multidimensionnelle (IPM-M) pour orienter ses politiques, en collaboration avec l'ANSADE et le ministère concerné. Des scénarios de réduction ont été publiés dans une note d'orientation, accompagnés d'une analyse des tendances entre 2004 et 2019.

► La CEA a fourni une assistance technique à la présidence mauritanienne de l'Union africaine (UA), en particulier pour le sommet du G7 (juin 2024) et les réunions du Conseil exécutif et de coordination de l'UA (juillet 2024), renforçant le positionnement de la Mauritanie sur les questions mondiales.

► En termes de partenariat, le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a développé avec le gouvernement et les agences du SNU travaillant sur des thèmes d'intérêt commun en particulier la sécurité alimentaire, la nutrition, le genre, l'emploi et la jeunesse, permettant d'atteindre 5 017 ménages, soit plus de 30 583 personnes en 2024. A titre d'exemple, le Programme Africain de Gestion Intégrée des Risques Climatiques (AICRM), financé par Fonds Vert pour le Climat (FVC),

a été mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat innovant entre le FIDA (agence accréditée des FVC) et les agences d'exécution, en particulier le PAM, l'AfDB et ARC, à travers une approche intégrée de gestion des risques climatiques.

► Dans le cadre des financements du Fonds de Consolidation de la Paix (PBF), la Mauritanie a mobilisé 1,1 M USD en 2024.

► En 2024, dans le cadre de la fenêtre « Rapid Response » du CERF près de 6 M USD ont été mobilisés.

► En 2024, le SNU a également soumis des propositions de projets conjoints aux SDG Fund 2.0 et UNHSTF.)

► En 2024, le SNU a développé une stratégie de mobilisation des ressources, publiée sur UNINFO, et a élaboré un MPTF présenté au Gouvernement et aux partenaires techniques et financiers. Les différentes banques de développement ont été identifiées comme des acteurs clés du financement de l'agenda 2030. Par ailleurs, à travers le décret de gouvernance du cadre de coopération (CF), le SNU espère que le Gouvernement mobilisera davantage de ressources domestiques pour le financement du développement.

► En 2024, le SNU a renforcé son soutien à la réalisation des ODD en intensifiant les partenariats, mobilisant davantage de ressources et fournissant un appui technique aux institutions nationales. Face à des défis persistants tels que la pauvreté, les inégalités, les changements climatiques et les lacunes statistiques, le SNU a mis en œuvre des initiatives concrètes pour accélérer les progrès vers l'Agenda 2030. Ces efforts ont permis de mieux cibler les interventions, d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques et de renforcer la résilience face aux crises climatiques et socio-économiques. Toutefois, des efforts continus restent nécessaires pour assurer une croissance durable et inclusive en Mauritanie d'ici 2030.

► Le SNU a facilité des partenariats stratégiques entre le gouvernement mauritanien, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile pour maximiser l'impact des interventions. Par exemple :

**(i) Santé et Eau (ODD 3 et 6):** projets intégrés entre le ministère de la Santé et celui de l'Hydraulique pour améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, réduisant ainsi les maladies d'origine hydrique.

**(ii) Éducation et Égalité des Genres (ODD 4 et 5):** programmes pour promouvoir l'éducation des filles et l'autonomisation des femmes, en éliminant les obstacles à la scolarisation et en renforçant leur participation économique.

**(iii) Action Climatique (ODD 13) :** projets d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique, notamment dans les zones rurales vulnérables.

► Le SNU a appuyé la Mauritanie dans la mobilisation de ressources financières nationales et internationales pour combler le gap de financement des ODD. Les actions clés incluent :

**(i) Amélioration des Recettes Publiques:** appui technique pour la mise en œuvre d'une stratégie de revenus à moyen terme visant à augmenter les recettes fiscales de 5 points de PIB sur six ans.

**(ii) Financements Concessionnels et Dons:** accès à des prêts concessionnels et à des dons internationaux, notamment pour des projets liés à la santé, l'éducation et l'action climatique.

**(iii) Investissement Privé:** amélioration de l'environnement des affaires pour attirer des investissements privés dans des secteurs prioritaires comme les énergies renouvelables et l'entrepreneuriat local.

**(iv) Financements Innovants:** utilisation d'instruments financiers innovants, tels que les obligations vertes, pour financer des projets durables.

► Le SNU a soutenu la Mauritanie dans le renforcement de ses capacités institutionnelles pour améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion des données. Les actions incluent :

**(i) Modernisation Statistiques:** adoption des méthodologies adaptées aux contextes locaux.

**(ii) Formation et Renforcement des Capacités:** programmes de formation pour améliorer les compétences techniques du personnel en charge de la collecte et de l'analyse des données.

**(iii) Données Ventilées :** production de données ventilées par sexe, âge et région pour mieux cibler les interventions et réduire les inégalités.



**(iv) Suivi des ODD :** développement des outils de suivi et d'évaluation pour mesurer les progrès vers les ODD et ajuster les politiques publiques en conséquence.

► En 2024, le SNU a contribué aux six transitions des Objectifs de Développement Durable (ODD) en Mauritanie de manière significative. Pour les systèmes alimentaires, des initiatives ont été mises en place pour renforcer la sécurité alimentaire et l'agriculture durable. Concernant l'accès à l'énergie, des projets ont été lancés pour améliorer l'accès à des sources d'énergie renouvelable, en particulier dans les zones rurales. Pour la connectivité numérique, des efforts ont été déployés pour

étendre l'accès à internet et aux technologies numériques. Dans le domaine de l'éducation, des programmes ont été développés pour améliorer l'accès à une éducation de qualité. Pour l'emploi et la protection sociale, des initiatives ont été mises en œuvre pour créer des emplois décents et étendre les filets de protection sociale. Enfin, pour le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution, des actions ont été menées pour promouvoir des pratiques durables, protéger les écosystèmes et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces efforts ont été réalisés en collaboration avec le gouvernement et d'autres partenaires, dans le cadre d'une approche intégrée pour atteindre les ODD.

## 2.4 Résultats du Système des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies



©UNHCR/XAVIER BOURGOIS

► En janvier 2024, le gouvernement et le SNU ont organisé un atelier pour la signature du nouveau CF 2024-2027. Cet atelier a permis de faire le point sur la coopération entre les Nations Unies et la République Islamique de Mauritanie, de discuter des pistes de collaboration futures sur la base des éléments contenus dans le CF et de valider la structure de gouvernance de ce dernier tout en institutionnalisant l'organisation annuelle du dialogue de haut niveau.

► En 2024, première année de mise en œuvre du nouveau CF 2024-2027, un dispositif de Gouvernance du CF pour le Développement Durable (DGCCDD) un PTC biennuel (2024-2025) ont été élaborés en étroite coordination avec le Gouvernement. Dans ce cadre, le SNU a tenu des concertations régulières avec les ministères sectoriels mauritaniens, sous la coordination du Ministère de l'Economie et des Finances. Le DGCCDD vise à renforcer l'appropriation nationale, la redevabilité du SNU envers la Mauritanie, et l'alignement des priorités du CF pour le Développement Durable (CCDD 2024-2027) avec la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2016-2030). Il assure également l'harmonisation

des plans d'action, l'alignement avec les contextes nationaux et internationaux, et la mobilisation de ressources, tout en supervisant la mise en œuvre du CCDD et en suivant les progrès et défis.

► En 2024, à la suite de l'afflux de nouvelles vagues de réfugiés maliens, le SNU a appuyé les efforts d'accueil en coordination avec le gouvernement. En réponse à l'augmentation des débarquements de migrants à Nouadhibou, le SNU a soutenu les autorités, pour la révision du mécanisme de coordination multi-acteurs relatif aux débarquements. Le Réseau des Nations Unies pour les migrations a été réactivé et a conduit des réunions fréquentes afin de renforcer la coordination sur l'appui aux autorités mauritaniennes dans la gestion de la migration.

► En matière de communication conjointe, le groupe communication, le SNU a conjointement organisé les portes ouvertes des Nations Unies ainsi que la célébration de la Journée internationale des droits des femmes et les 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles.

► En matière de genre, le SNU a mis en œuvre la Gender Scorecard 2024, une première en Mauritanie. Le Groupe Genre a également mis en place un groupe de coordination des PTF, et a organisé, en partenariat avec le MASEF et les PTF.

► BOS : En 2023, la mise en place d'une base de données centrale pour les accords à long terme (LTA) a permis des bénéfices qualitatifs significatifs pour le SNU en Mauritanie. Cette initiative a facilité la collaboration en matière d'achats, renforçant ainsi l'efficacité des services d'approvisionnement. Elle a également contribué à fournir des services plus sensibles au genre et aux populations à besoins spécifiques, tout en intégrant une approche écologique visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à promouvoir une consommation durable.

• Le SNU a organisé, dans le cadre de la «Caravane de Célébration de l'Inclusion et de la Transparence dans le Recrutement», des activités à Nouakchott, incluant des interventions dans des universités, des rencontres avec des agences gouvernementales et des associations, et une

journée portes ouvertes le 5 décembre 2024. Cette journée a rassemblé des femmes professionnelles, des personnes handicapées, des étudiants et des jeunes diplômés pour promouvoir l'inclusion, la diversité et les opportunités de carrière au sein de l'ONU.

• Le SNU a organisé un townhall avec tout le personnel de l'ONU en Mauritanie pour présenter et discuter des résultats de l'enquête annuelle sur la Prévention de l'Exploitation et des Abus Sexuels (PSEA). Le SNU également signé un MoU inter-agences pour recruter un volontaire international PSEA au sein du BCR et a harmonisé ses outils de prévention.

• En décembre 2024, la Mauritanie a adopté une stratégie nationale pour l'inclusion et la promotion des droits des personnes handicapées, visant à valoriser leur potentiel, lutter contre la discrimination et garantir leurs droits. Le SNU a joué un rôle clé en apportant un soutien technique, stratégique et financier tout au long du processus d'élaboration de cette stratégie.

## 2.5 Évaluations et enseignements tirés

Les évaluations menées en 2024 ont confirmé les avancées du CF en Mauritanie, tout en mettant en lumière plusieurs défis persistants. Les enseignements tirés soulignent la nécessité d'une appropriation nationale renforcée, d'approches intégrées, d'une meilleure coordination, d'un financement durable, et d'un appui plus soutenu à la diplomatie économique.

Par ailleurs, de 2018 à 2024, la Mauritanie a bénéficié du soutien du PBF, avec 15 projets financés pour un total de 32,7 millions USD. Ces projets visaient à soutenir les efforts nationaux en matière de consolidation de la paix, avec un alignement sur les priorités nationales et les cadres stratégiques régionaux. En 2024, l'évaluation de ce portefeuille a révélé une intégration réussie de thèmes stratégiques tels que le genre et la jeunesse, ainsi que des synergies avec d'autres acteurs de développement. Cependant, des défis subsistent, notamment en matière de durabilité, en raison de la dépendance au financement externe et des capacités institutionnelles limitées. Les recommandations issues de cette évaluation soulignent l'importance de continuer à soutenir des interventions clés, telles que les efforts liés à la lutte contre la radicalisation, les discours haineux et l'autonomisation des jeunes. L'évaluation a aussi recommandé le renforcement de l'appropriation nationale en impliquant davantage le Comité de pilotage national et d'établir des synergies stratégiques avec des acteurs non-ONU et d'autres donateurs.

### 2.5.1 Enseignements tirés

#### Alignement et appropriation nationale

Le CCDD 2024-2027 était aligné sur les priorités nationales de la Mauritanie, notamment la réduction de la pauvreté, l'amélioration de l'éducation et de la santé, et la lutte contre les effets du changement climatique. Cet alignement a permis une meilleure appropriation par le gouvernement et les partenaires locaux. Les projets ayant connu le plus de succès sont ceux conçus et mis en œuvre avec une forte implication des communautés et du gouvernement, comme observé dans les initiatives d'accès à l'eau potable. De plus, la participation active du gouvernement à la planification conjointe (ex. PTC 2024–2025) a consolidé la collaboration avec le SNU.

#### Coordination et approches multisectorielles

Une coordination renforcée entre agences onusiennes, gouvernement, partenaires techniques et financiers, et secteur privé a permis d'éviter les chevauchements et d'optimiser les ressources. Cependant, le SNU doit davantage renforcer sa collaboration avec le gouvernement pour appuyer sa diplomatie économique en vue d'attirer les investissements étrangers, assurer une meilleure coordination des PTF et relancer l'INFF (Integrated National Financing Framework). Le développement d'approches multisectorielles dans des zones de convergence ciblées, comme le Hodh El Chargui, a favorisé l'impact sur le terrain, notamment dans des domaines liant éducation, santé, genre, et accès à l'eau.

#### Dimension transfrontalière et lien paix-développement

Les approches transfrontalières se sont révélées cruciales pour répondre aux défis sécuritaires, migratoires et économiques, notamment dans les secteurs de l'agropastoralisme, de l'énergie et de l'adaptation climatique. Le renforcement des capacités locales, notamment la formation des maires en planification stratégique, a été identifié comme un levier essentiel. Le lien entre développement et paix doit être davantage intégré, avec une attention particulière à la réduction des inégalités et à l'inclusion sociale dans les zones sensibles.

#### Financement du Cadre de Coopération (CF)

Malgré les efforts de mobilisation, le financement des six transitions reste insuffisant. La dépendance excessive aux financements externes a compromis la durabilité des projets. Le SNU est encouragé à mobiliser davantage son expertise pour développer des programmes conjoints et accéder à des mécanismes innovants comme le Fonds vert pour le climat ou les initiatives de type Debt swap.

### 2.5.2 Défis rencontrés

Les retards dans la mise en œuvre sont souvent liés à des problèmes de coordination institutionnelle, de lourdeurs administratives, et à un manque de capacités techniques au niveau local. Le déficit de données fiables et ventilées, en particulier sur les inégalités de genre, a limité la planification fondée sur des preuves et l'ajustement des interventions en temps réel.



## 2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources

Le SNU a pu mobiliser 99,019,146 \$ pour financer les activités du CCDD en 2024, sur un budget total requis de 131,015,324 \$, soit une couverture de 76 %. Toutefois, les dépenses ont été seulement de 72,193,931 \$, soit 73% du disponible.

### 2.6.1 Aperçu financier

#### Budget dépensé en 2024 par agence

AGENCE	Budget requis 2024 (\$)	Budget disponible 2024(\$)	Budget dépensé 2024(\$)
FAO	5139257	3754257	3154257
HCDH	1793300	1793300	25000
OIM	7631053	6957427	5221777
OMS	2543000	1545000	1047000
OIT	2681000	1014500	140200
ONUDC	316750	288750	127000
ONUSIDA	33000	33000	33000
PAM	41908066	41908065	29850995
PNUD	13351000	11810000	9941787
UNESCO	732000	732000	665613
UNFPA	4850405	4438500	4019000
UN HABITAT	100000	70000	65000
UNHCR	38088889	14991618	13738948
UNICEF	11847604	9682729	4164354
<b>Total</b>	<b>131015324</b>	<b>99019146</b>	<b>72193931</b>

### 2.6.2 Mobilisation des ressources

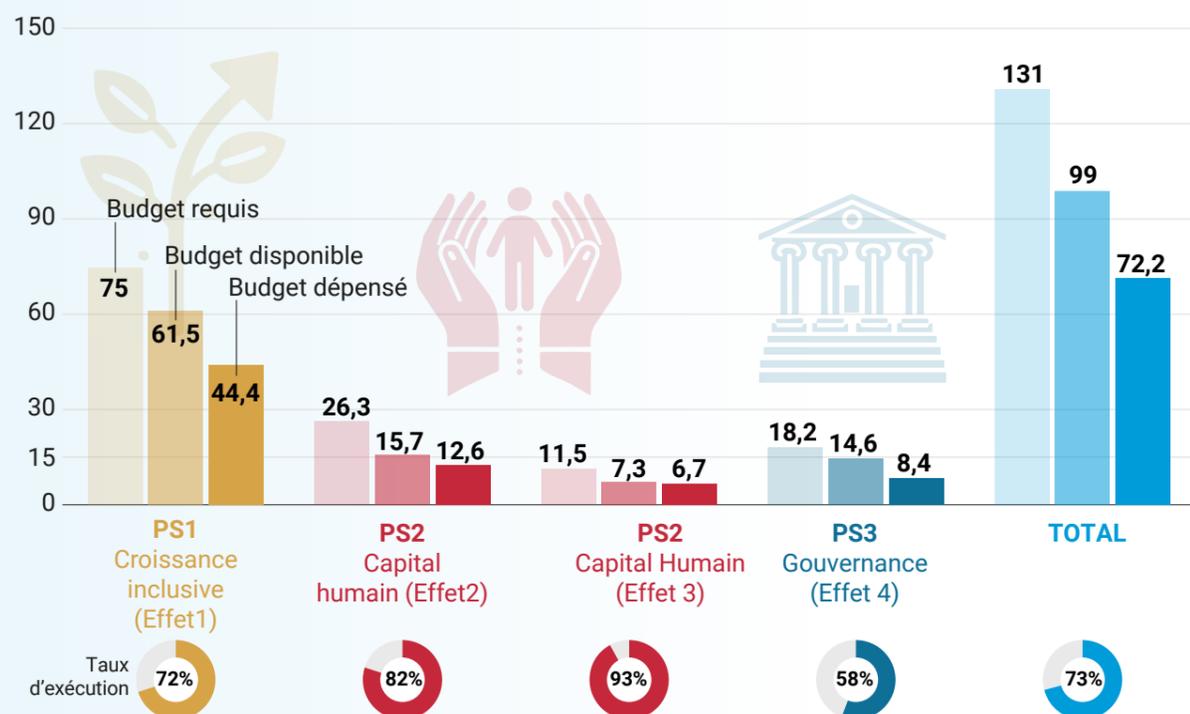
En complément des ressources de base des agences, le SNU a également mobilisé en 2024 des financements supplémentaires auprès du Fonds de consolidation de la paix (PBF) et du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF).

Ces fonds catalytiques ont permis d'impulser des initiatives conjointes porteuses, favorisant l'intégration des réformes structurelles et le renforcement de la coopération entre partenaires en Mauritanie.

#### Fonds catalytiques mobilisés en 2024

Sources de financement	Programme mis en œuvre	Agences récipiendaires	Volume de financement en USD
Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF)	Appui à la Coordination des Projets du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) en Mauritanie	UNDP	1 108 520
Belgique, Canada, France, Allemagne, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Espagne, Suède, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique et Union européenne	UNFPA-UNICEF Programme conjoint pour l'élimination des mutilations génitales féminines : Tenir la promesse mondiale de mettre fin aux mutilations génitales féminines	UNICEF-UNFPA	710 000
CERF	Réponse rapide pour renforcer l'accès aux soins d'urgence et atténuer l'impact négatif sur les populations vulnérables à Adel Bagrou, Amourj, Bassikounou et Timbedra, Moughataas de la région du Hodh Chargui.	OMS	1 000 000
CERF	Amélioration de l'accès aux services de santé et de nutrition de base pour les réfugiés et les populations hôtes dans la région de Hodh El Charghi (HEC)	UNICEF	1 159 999,20
CERF	Renforcement de l'accès des réfugiés et retournés aux services de santé sexuelle et reproductive et prévention et prise en charge de violence basées sur le genre au Hodh Echargui	UNFPA	840 020.55
CERF	Réponse humanitaire d'urgence à l'afflux des Réfugiés Maliens dans la région de Hodh Chargui – Mauritanie	HCR	1 238 111,00
CERF	Accès aux services de protection, d'eau, d'hygiène et d'assainissement pour les nouveaux arrivants dans la moughataa de Bassiknou au Hodh Charghi et les communautés d'accueil	UNICEF	582 219,00
CERF	Assistance alimentaire et nutritionnelle aux réfugiés maliens et aux populations mauritaniennes vulnérables	PAM	1 179 652.00
<b>TOTAL</b>			<b>7 818 521,75</b>

#### Budgets requis, disponibles et dépensés par axe stratégique en 2024 Millions de dollars



# 3

## Les priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour l'année prochaine

**En 2025, le SNU en Mauritanie concentrera ses efforts sur l'accélération de la mise en œuvre du CCDD 2024-2027, l'agenda 2030 et les six transitions vers les ODD. Les priorités s'articulent autour de six axes principaux : gouvernance et coordination, développement économique et emploi, inclusion sociale et protection des populations vulnérables, santé et nutrition, éducation et protection, et changement climatique et innovation.**

### Gouvernance et coordination

Le SNU renforcera les dispositifs de dialogue à tous les niveaux, appuiera l'adoption d'un décret sur la gouvernance du CCDD, et soutiendra la planification stratégique intégrée. Il mobilisera des financements via les institutions financières internationales, l'Union européenne et les pays du Golfe, tout en relançant l'INFF Integrated National Financing Framework) et en explorant des mécanismes innovants comme les SDG Bonds et les Debt Swaps.

### Consolidation de la Paix et cohésion sociale

En 2025, sur demande du gouvernement, le SNU va soutenir le gouvernement en fournissant une assistance technique pour développer une stratégie nationale sur la consolidation de la paix et la cohésion sociale.

### Développement économique, emploi et protection sociale

L'accent sera mis sur la mise en œuvre du 2e plan d'action de la SCAPP, la création d'emplois décents, notamment pour les jeunes en zones rurales et périurbaines, et la mécanisation de l'agriculture. L'appui au programme « Résilience/Développement local » sera élargi, avec l'introduction de solutions numériques et d'intelligence artificielle pour stimuler l'innovation.

### Inclusion sociale et protection des populations vulnérables

Le SNU cartographiera les populations vulnérables via le RGPH5 et renforcera les capacités du DCAN et de l'OSA sur les données liées aux chocs. Des formations professionnelles adaptées au besoin du marché de l'emploi seront discutées avec le secteur privé et seront proposées aux femmes, y compris réfugiées. Le projet PROMIS se poursuivra, de même que l'appui à la stratégie de gestion des migrations (gestion des frontières, données, diaspora, inclusion sociale et droits des migrants). Le SNU continuera d'appuyer les autorités dans la mise en œuvre des six piliers de la stratégie nationale de gestion des migrations, en particulier le renforcement des capacités de gestion des frontières (Pilier III), et de collecte de données sur la mobilité et la migration (Pilier II), la mobilisation de la diaspora mauritanienne pour contribuer au développement de la Mauritanie (Pilier V) et la protection des droits migrants et des enfants en mobilité (Axe IV), y compris l'inclusion dans le système de protection sociale.



### Santé

Le SNU appuiera l'actualisation des politiques sanitaires, dont la feuille de route sur la mortalité maternelle et néonatale. Il renforcera les capacités en soins de santé essentiels (SSE), soutiendra l'approvisionnement en vaccins, et favorisera la télé-médecine via de nouveaux modules de formation.

### Éducation et protection

L'accompagnement portera sur le développement d'un système d'information sur l'enseignement coranique et la préscolarisation ainsi que sur l'intégration des technologies dans l'éducation en mettant en œuvre les recommandations stratégiques découlant du rapport régional de 2024<sup>2</sup> pour soutenir cette transformation au bénéfice de la qualité de l'éducation. En protection, le SNU continuera d'appuyer le renforcement des systèmes de protection de l'enfance et de lutte contre les VBG, notamment le renforcement de la coordination des acteurs, le système des familles d'accueil, le système de collecte de données (PRIMERO) et le renforcement des capacités des acteurs, à travers l'appui à l'ENAS. Le SNU contribuera également à la mise en œuvre de la réforme de la justice, avec un focus particulier sur la justice juvénile et à la prévention des conflits climatiques via des comités villageois.

### Innovation et financement vert

Le SNU poursuivra l'élaboration du plan national d'adaptation et appuiera des actions concrètes en agriculture résiliente, accès à l'eau et préparation aux catastrophes. Il renforcera les capacités nationales et communautaires et promouvra des solutions innovantes, notamment la refonte de la plateforme de paiement digital, le financement vert et la participation citoyenne des jeunes, femmes et OSC.

Le SNU appuiera le développement et le déploiement de solutions innovantes dans l'agriculture à travers l'utilisation des outils d'intelligence artificielle au profit des femmes productrices et des jeunes innovateurs. La création de plateformes numériques permettra aux femmes productrices d'avoir une meilleure maîtrise du calendrier agricole, d'améliorer la production agricole et d'avoir accès aux marchés. Les jeunes innovateurs sont accompagnés pour développer des solutions innovantes dans la transformation, la conservation des produits et l'adoption de techniques d'irrigation économe. En termes de financement vert, la création d'une cellule de financement climatique est en cours ainsi que le développement d'une stratégie nationale de financement intégré des ODD.

2. De chenille à papillon : vers une transformation numérique réussie.



©WFP/Bakary Lo

### Adaptation au changement climatique

Le SNU est engagé dans la révision de la CDN 2.0 à travers la promesse climatique du PNUD et les fonds CDN Partnership. L'élaboration du plan d'action de la CDN 3.0 en intégrant la dimension genre et le développement d'un pipeline de projets prioritaires dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'assainissement et l'hydraulique, l'urbanisme et l'habitat, les ressources naturelles et l'énergie. Un plan d'investissement est en cours de formulation.

### L'eau, l'assainissement & l'hygiène

Le SNU poursuivra l'appui au Gouvernement pour l'accélération de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour un Accès Durable à l'Eau et l'Assainissement (SNADEA) à l'horizon 2030 et de la SCAPP 2030. Il contribue aussi à la revue de la CDN 2.0 et

sa mise à jour en une version 3.0. Les agences des NU s'engagent à accompagner la Mauritanie afin d'améliorer la connaissance et la protection des ressources en eau (développement des capacités du CNRE), les normes de qualité de l'eau potable, l'accès à l'eau pour tous, y compris dans les localités les plus défavorisées, l'accès à l'assainissement en alignement avec la politique nationale d'ATPC, les pratiques d'hygiène et amélioration de la gouvernance du secteur (Comptes WASH, Revue Sectorielle).

### Systèmes alimentaires et nutrition

Le SNU poursuivra l'appui au renforcement des cadres de coordination multisectorielles de la nutrition, au plaidoyer pour le financement domestique des intrants nutritionnels pour la prise en charge de la malnutrition aiguë, la préparation et la réponse aux urgences nutritionnelles, la fortification

de masse des aliments, l'organisation et la mise en œuvre de l'enquête SMART. Le SNU va appuyer l'accélération de la mise en œuvre des activités d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), la validation et la mise en œuvre du nouveau protocole de prévention et de prise en charge de la malnutrition aiguë, la routinisation de la supplémentation en vitamine A, et la fortification des aliments de grandes consommations en micronutriments. En ce qui concerne le renforcement du système alimentaire sensible à la nutrition des enfants, le SNU va appuyer également la production, la transformation et la commercialisation des aliments de compléments locaux y compris les farines infantiles. Il appuiera également une stratégie de marketing sociale pour booster la consommation des aliments nutritifs locaux pour les jeunes enfants et le processus de normalisation.

### Accès à l'énergie et son caractère abordable

Le SNU poursuivra son appui à l'amélioration de l'accès des populations dans les zones rurales et isolées à une énergie productive, propre et abordable à travers le déploiement de mini réseaux solaires et de kits individuels dans 11 localités dans les wilayas de Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Assaba, Brakhna, Tagant, Adrar et Inchiri. Aussi, un système de gestion, de maintenance, de commercialisation impliquant les communautés sera mis en place pour les localités déjà électrifiées.

### Connectivité numérique

Dans le domaine de la transformation numérique, le SNU appuiera l'actualisation de l'agenda numérique national et la digitalisation des procédures administratives à travers des plateformes dédiées dans les secteurs productifs tels que l'agriculture, la pêche, l'accès à la justice, l'accès aux services publics.

## Sigles et acronymes

<b>AGR</b>	Activité Génératrice de Revenus
<b>ANRPTS</b>	Agence Nationale du Registre des Populations et des Titres Sécurisés
<b>ANSADE</b>	Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Économique
<b>BCR</b>	Bureau du Coordonnateur Résident
<b>BOS</b>	Business Operations Strategy
<b>CCA</b>	Common Country Analysis (Bilan Commun de Pays)
<b>CCDD</b>	Cadre de Coopération pour le Développement Durable
<b>CDN</b>	Contributions Déterminées au niveau National
<b>CERF</b>	Central Emergency Response Fund (Fonds central d'intervention d'urgence)
<b>CF</b>	Cooperation Framework (Cadre de Coopération)
<b>CPDD</b>	Cadre de Partenariat pour le Développement Durable
<b>DRASEF</b>	Direction Régionale de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Famille
<b>DREN</b>	Direction Régionale de l'Enseignement
<b>EADE</b>	Éducation Alternative et Développement de l'Enfant
<b>ESCWA</b>	Commission Économique et Sociale pour l'Asie occidentale
<b>GERME</b>	Gérer Mieux Votre Entreprise
<b>GIZ</b>	Agence allemande de coopération internationale
<b>HPV</b>	Virus du papillome humain
<b>MASEF</b>	Ministère de l'Action Sociale de l'Enfance et de la Famille
<b>MEF</b>	Ministère de l'Économie et des Finances
<b>MEGC</b>	Modèle Économétrique d'Équilibre Général
<b>MGF</b>	Mutilations Génitales Féminines
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>ONDF</b>	Observatoire National des Droits de la Femme et de la Fille
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>PBF</b>	Peace Building Fund (Fonds pour la consolidation de la paix)
<b>PCI</b>	Prise en Charge Intégrée
<b>PIP</b>	Plan d'investissement public
<b>RAMO</b>	Rapport Annuel sur la Mise en Œuvre de la SCAPP
<b>RGPH</b>	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
<b>SCAPP</b>	Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée
<b>SCRAPP</b>	Stratégie de Croissance Régionale Accélérée et de Prospérité Partagée
<b>SDMPR</b>	Surveillance décès maternels, périnataux & riposte
<b>SIGE</b>	Système d'Information de Gestion de l'Éducation
<b>SNPS II</b>	Stratégie Nationale de Protection Sociale II
<b>SNU</b>	Système des Nations Unies
<b>UNCT</b>	Équipe pays de Nations Unies
<b>UNIPOD</b>	Plateforme Intégrée des Nations Unies pour les Données sur le Développement
<b>VBG</b>	Violence Basée sur le Genre



# Rapport annuel des Nations Unies en Mauritanie en 2024



**NATIONS UNIES  
MAURITANIE**



[mauritania.un.org](http://mauritania.un.org)